

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 1924.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION (1).

XLIX

Revision des articles 53, 55, 56, 56^{bis}, 56^{ter}, 56^{quater} et 57
de la Constitution.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MECHÉLYNCK.

MESSIEURS,

Vous êtes appelés à délibérer sur la dernière partie de la revision constitutionnelle : l'organisation du Sénat.

Vous vous rappellerez, Messieurs, que le Sénat a institué, dès 1919, en vue

(1) *Doc. parl.*, Chambre (session de 1919-1920) :

Déclarations du Pouvoir législatif (*Moniteur* du 23 octobre 1919, n° 329) et *Règlement de procédure*, n° 47^I.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 39, n° 287^{III}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 47, n° 288^{IV}.

Rapport de M. Carton de Wiart concernant l'article 48, n° 289^V.

Rapport de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 290^{VI}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 50, n° 291^{VII}.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 51, n° 292^{VIII}.

Rapport de MM. Neujean, Poncelet et Troclet concernant l'article 52, n° 293^{IX}.

Amendement à l'article 52, n° 358^X.

Amendement à l'article 47, n° 364^{XI}.

Rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 52, n° 379^{XII}.

Rapport complémentaire de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 380^{XIII}.

Premier rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 427^{XIV}.

Deuxième rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 453^{XV}.

(Voir suite des notes page 2.)

H

d'étudier les réformes à introduire dans son organisation, une Commission spéciale qui a tenu de nombreuses séances du 17 juin au 26 novembre 1919.

La Commission de revision de la Constitution du Sénat a repris l'étude de la question en 1920, mais elle n'a pas saisi cette assemblée du résultat de ses délibérations.

Votre Commission des XXI avait cru devoir laisser au Sénat l'initiative des

Doc. parl., Sénat : n° 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200 et 229 de la session de 1919-1920.

Moniteur Belge : 3 décembre 1920, sanction des articles 48, 50 et 52 (13 novembre 1920).

Moniteur Belge : 10 février 1921, sanction de l'article 47 et de la disposition transitoire s'y rapportant (7 février 1921).

Doc. parl., Chambre (session de 1920-1921).

Rapport de M. Masson concernant les articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57, n° 94^{xvi}.

Amendements à l'article 26, n° 105^{xvii}.

Amendements à l'article 53, n° 135^{xviii} et 149^{xix}.

Disposition transitoire annexée à l'article 53, n° 155^{xx}.

Rapport de M. Masson concernant la disposition transitoire à l'article 53, n° 160^{xxi}.

Rapport de M. Max concernant l'article 108, alinéa 2, n° 2°, n° 206^{xxii}.

Rapport de M. Huysmans concernant le referendum (art. 26), n° 207^{xxiii}.

Amendement du Gouvernement à l'article 108, alinéa 2, 2°, n° 242^{xxiv}.

Proposition de M. Troclet (consultation populaire), n° 243^{xxv}.

Amendement de M. Van Remoortel à la proposition de M. Troclet (art. 26), n° 246^{xxvi}.

Rapport de M. Begerem concernant les Cours d'appel (art. 104), n° 248^{xxvii}.

Rapport de Mechelynck concernant la Cour de Cassation (art. 95, al. 1^{er}), n° 254^{xxviii}.

Rapport de M. Masson concernant la Procédure de revision (art. 131), n° 255^{xxix}.

Amendements de MM. Lemonnier et Troclet (referendum), n° 259^{xxx}.

Rapport de M. Helleputte concernant la garde-civique (art. 122 et 123), n° 284^{xxxi}.

Rapport de M. Mechelynck concernant le Conseil d'État et Cour du contentieux administratif (art. 26, 105 et 106), n° 288^{xxxii}.

Texte de l'article 53 amendé par le Sénat, n° 290^{xxxiii}.

Texte de l'article 55 amendé par le Sénat, n° 299^{xxxiv}.

Rapport complémentaire de M. Huysmans sur l'article 26, n° 307^{xxxv}.

Propositions relatives au referendum, n° 315^{xxxvi}.

Texte de l'article 26 transmis par le Sénat, n° 330^{xxxvii}.

Texte de l'article 27 amendé par le Sénat, n° 331^{xxxviii}.

Texte de l'article 55 amendé par le Sénat, n° 332^{xxxix}.

Rapport de M. Masson relatif au statut du Sénat, n° 476^{xl}.

Texte de l'article 53 transmis par le Sénat, n° 566^{xli}.

Texte de la disposition transitoire (art. 53) transmise par le Sénat, n° 567^{xlii}.

Texte de l'article 55 amendé par le Sénat, n° 568^{xliii}.

Texte de l'article 56 amendé par le Sénat, n° 569^{xliiv}.

Texte de l'article 56^{bis} transmis par le Sénat, n° 570^{xliv}.

Texte de l'article 56^{ter} transmis par le Sénat, n° 571^{xlvi}.

Texte de l'article 56^{quater} transmis par le Sénat, n° 572^{xlvii}.

Texte de l'article 57 transmis par le Sénat, n° 573^{xlviii}.

Doc. parl., Sénat : n° 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107, 129, 131, 132, 134, 136, 206, 214, 215, 282 et 291 (session de 1920-1921).

(2) Composition de la Commission, n° 50^u de la session 1919-1920.

décisions sur son organisation; lorsqu'elle apprit qu'il avait décidé d'attendre le vote de la Chambre, elle désigna comme rapporteur l'honorable M. Masson et celui-ci déposa, au nom de la Commission, le 2 février 1921, le rapport sur les articles 26, 27, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57 de la Constitution.

Vous en avez délibéré les 2, 3 et 7 mars 1921.

Le Sénat a examiné les articles votés par la Chambre dans diverses séances de mai et de juin; il amenda ou rejeta les dispositions relatives aux articles 26, 27, 53, 55, 56 et 57.

Un nouveau rapport de M. Masson, au nom de la Commission des XXI, a été déposé le 15 juillet; vous avez voté sur les articles en discussion les 19 et 20 juillet et le 3 août.

La Commission des XXI du Sénat a fait rapport sur l'ensemble de ces dispositions le 30 septembre.

Le Sénat en a délibéré dans sa séance d'hier; votre Commission des XXI, conformément à votre décision, vous fait rapport dès aujourd'hui sur les articles qui doivent, après le vote du Sénat, être soumis à une nouvelle délibération de la Chambre.

ART. 53.

L'article 53 détermine la composition du Sénat. Le texte nouveau comprend celui que vous avez admis le 9 mars, quand aux sénateurs élus directement par le corps électoral et aux sénateurs provinciaux. Le Sénat renonce ainsi à la condition d'âge — 30 ans — qu'il avait imposée aux électeurs.

Il crée une troisième catégorie de sénateurs, des sénateurs élus directement par le Sénat, — sénateurs cooptés — que vous aviez écartée dans vos délibérations précédentes.

L'élection des trois catégories de sénateurs a lieu par la représentation proportionnelle, d'après un système à déterminer par la loi.

L'article 53 est complété par une disposition transitoire; celle-ci accorde le droit de vote aux femmes admises au droit de suffrage pour la Chambre des Représentants.

La disposition transitoire a déjà été votée par la Chambre le 9 mars et par le Sénat le 25 mai. Votre Commission estime qu'elle ne doit plus être soumise à un nouveau vote.

ART. 55.

L'article 55 détermine la durée du mandat des Sénateurs.

La Constitution actuelle la fixe à huit ans.

La Chambre a réduit ce terme à quatre ans par ses votes des 10 mars et 10 juillet.

Le Sénat, qui avait le 2 juin maintenu le terme de huit ans, vient de se rallier à la durée de quatre ans.

ART. 56^{quater}.

La disposition de l'article 56^{quater} donne au Roi la faculté de dissoudre les Conseils provinciaux en cas de dissolution du Sénat. Ce texte avait été voté,

comme alinéas 2 et 3 de l'article 55, par le Sénat le 2 juin et par la Chambre le 19 juillet.

Le Sénat en fait un article spécial.

Cette modification, quoique de pure forme, nécessite un vote de la Chambre sur chacun des deux articles 55 et 56^{quater} tels qu'ils sont sortis des délibérations du Sénat.

ART. 56.

Les conditions d'éligibilité sont déterminées par l'article 56. Dans la séance du 10 mars, la Chambre a arrêté les quatre conditions suivantes :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation ;
- 2° Jouir des droits civils et politiques ;
- 3° Être domicilié en Belgique ;
- 4° Être âgé au moins de 40 ans.

Elle a écarté d'autres conditions proposées et notamment l'établissement des catégories d'éligibles.

En vue de manifester sa volonté de limiter les conditions d'éligibilité à celles énumérées dans l'article 96, elle a ajouté à l'article un alinéa final : « Aucune autre condition d'éligibilité ne peut être requise. »

Le Sénat, le 25 mai, sans toutefois imposer d'autres conditions, a supprimé cet alinéa.

Dans sa délibération du 20 juillet, la Chambre n'étant saisie d'aucune proposition nouvelle quant aux conditions d'éligibilité, a rétabli le texte qu'elle avait voté le 10 mars.

Le Sénat vient de supprimer l'alinéa final, mais il ajoute, pour les sénateurs à élire par le corps électoral, une nouvelle condition : appartenir à une des catégories énumérées dans un nouvel article 56^{bis}.

ART. 56^{bis}.

Le texte de cet article comprend vingt et une catégories ; il se termine par une disposition qui permet de créer des catégories nouvelles d'éligibles par une loi votée au moins aux deux tiers des voix.

Les catégories d'éligibles arrêtées par le Sénat, indépendamment des réserves sur le principe même des catégories, ont donné lieu à diverses observations lors de l'examen en Commission.

Des membres ont proposé d'y ajouter notamment les anciens directeurs d'établissements scolaires ayant exercé au moins pendant cinq ans ; les bourgmestres et échevins des chef-lieux de canton ; les conseillers communaux des villes d'au 10,000 habitants ayant exercé au moins deux mandats ; les commissaires royaux de l'Est-Africain.

La Commission se borne à signaler ces catégories nouvelles sans vous proposer de modifier le texte proposé par le Sénat qui d'ailleurs, grâce à son dernier alinéa, pourra recevoir les compléments que l'expérience pourrait indiquer.

Une disposition transitoire réduit à 2 ans le terme de 5 ans des catégories 14, 15, 18 et 19 et celui de 3 ans de la 16^e catégorie; elle devra être détachée de l'article 56^{bis} et portée à la suite des autres dispositions transitoires.

ART. 56 et 56^{bis}.

Le Sénat s'est rallié à la proposition de la Chambre de supprimer dans l'article 56 les mots « et rester » sénateurs. Cette suppression établit une concordance entre le texte de l'article 56 et celui de l'article 50 relatif à la Chambre des Représentants. Le Sénat reconnaît au surplus, comme la Chambre, que les conditions d'éligibilité doivent être réunies non seulement au moment où les pouvoirs de l'élu sont validés, mais pendant toute la durée du mandat.

ART. 56^{ter}.

L'article 56^{ter} dispose que les sénateurs provinciaux ne peuvent appartenir à l'assemblée qui les élit ni en avoir fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures.

Cette mesure est prévue déjà par l'article 56^{bis} de la Constitution actuelle. Elle a été adoptée par la Chambre le 10 mars et par le Sénat le 29 mai, comme l'un des alinéas de l'article 56^{bis}.

Le Sénat par ses derniers votes a modifié la rédaction de cette disposition en vue de la mettre en concordance avec les articles précédents; il a repris le texte de la dernière partie de l'article 56^{bis} actuel de la Constitution et en a fait un article 56^{ter}.

Le Gouvernement avait suggéré l'idée d'interdire au Sénat de choisir comme sénateurs cooptés des personnes ayant fait antérieurement partie de cette assemblée à un autre titre.

La Commission du Sénat ne s'est pas ralliée à cette suggestion et la proposition n'a été reprise ni par le Sénat ni par votre Commission.

ART. 57

Les sénateurs, aux termes de l'article 57 de la Constitution, ne reçoivent ni traitement ni indemnité.

La question de l'indemnité sénatoriale a fait l'objet de multiples délibérations de la Chambre des Représentants et de sa Commission de revision constitutionnelle; toujours elles ont marqué leur volonté d'attribuer une indemnité appréciable aux sénateurs. Néanmoins, voulant laisser au Sénat l'initiative de la fixation du taux de l'indemnité, la Chambre n'a jamais voulu émettre de vote sur aucun chiffre.

Le 10 mars, la Chambre a voté le principe de l'indemnité sénatoriale par 110 voix contre 34 et 2 abstentions.

Le nouvel article 57 donnait aux sénateurs le libre parcours sur les voies de communication exploitées ou concédées par l'État; il leur reconnaissait le droit

de recevoir une indemnité annuelle à fixer par la loi, et permettait d'attribuer au Président du Sénat une indemnité annuelle.

Le Sénat, repoussant cette solution, maintint le 25 mai le texte actuel de l'article 57 de la Constitution.

La Chambre mise en présence de cette décision abrogea, le 20 juillet, l'article 57 par 121 voix contre 29 et 3 abstentions.

Done, à deux reprises, il s'est trouvé à la Chambre une forte majorité pour affirmer la nécessité d'accorder une indemnité facilitant l'accès du Sénat à tous les citoyens belges, sans exception.

Le Sénat a voté hier une nouvelle disposition remplaçant l'article 57 actuel. Il accorde le libre parcours dans les termes prévus par la Chambre des Représentants; il établit en outre le droit à une indemnité dans les termes suivants : « Les sénateurs ne reçoivent pas de traitement. Ils ont droit toutefois à être indemnisés de leurs débours; cette indemnité est fixée à 4,000 francs par an. »

Le Sénat a ainsi admis le principe de l'indemnité qu'impliquaient les deux votes de la Chambre.

Mais un très grand nombre de membres de cette dernière assemblée estiment que le chiffre de quatre mille francs est manifestement insuffisant; ils l'auraient voulu plus élevé.

Devant la nécessité impérieuse de terminer la Revision avant les prochaines élections, la Commission de revision constitutionnelle demande à la Chambre de prendre acte des constatations qui viennent d'être faites et de voter le minimum de 4,000 francs proposé, ainsi que l'ensemble du texte de l'article 57 tel qu'il a été voté par le Sénat.

ART. 54 et 59.

L'article 54 qui fixe le nombre des sénateurs élus directement par le corps électoral et l'article 59 qui interdit toute assemblée du Sénat en dehors du temps de session de la Chambre sont compris dans la déclaration de revision. Ils n'ont fait l'objet d'aucune proposition ni à la Chambre ni au Sénat.

ART. 26 et 27.

Deux dispositions constitutionnelles ont encore été examinées à propos de l'organisation du Sénat.

Le Sénat, par un vote du 2 juin, a inscrit à l'article 26 une disposition en vue de régler les conflits entre les deux assemblées. La Chambre n'a pas adopté cette disposition.

La Commission du Sénat déclare dans son dernier rapport qu'elle croit ne pas devoir insister sur cette réforme très discutée « qui donnerait lieu à des difficultés techniques importantes ».

L'article 27 actuel, relatif à l'initiative des trois branches du pouvoir législatif, limite le droit d'initiative du Sénat; toute loi relative aux recettes et dépenses de l'État et au contingent de l'armée doit d'abord être votée par la Chambre des Représentants.

La Chambre, dans la séance du 16 mars, a restreint la limitation de l'alinéa 2 aux lois relatives aux budgets de l'État et au contingent.

Le Sénat, dans sa séance du 2 juin, a supprimé complètement l'alinéa; la Chambre s'est ralliée à cette suppression le 19 juillet; toute limitation du droit d'initiative du Sénat disparaît.

Les deux assemblées, d'après les articles que nous venons d'analyser, se différencient sur trois points principaux :

a) L'origine; le Sénat comprendra 93 membres élus par le même corps électoral que la Chambre; en outre, 40 élus par les Conseils provinciaux et 20 élus par les deux premières catégories de sénateurs;

b) Les conditions d'éligibilité; les sénateurs doivent être âgés de quarante ans; ceux élus par le corps électoral doivent en outre appartenir à certaines catégories d'éligibles;

c) Enfin le taux de l'indemnité.

Les dispositions qui concernent le Sénat sont dans leur ensemble celles indiquées par M. le Premier Ministre dans votre séance du 5 août dernier. Les divers groupes de la Chambre ont, à ce moment, exprimé leur désir de s'y rallier par esprit de conciliation en vue de faire aboutir la revision dont le parlement s'occupe depuis près de deux ans.

Chacun de nous voudrait sur un point ou sur un autre une solution différente de celle qui lui est proposée; les uns regrettent l'élection à deux degrés, l'institution des sénateurs provinciaux ou celle des sénateurs cooptés; d'autres avaient espéré voir imposer aux électeurs un âge plus élevé que 21 ans; d'autres encore sont hostiles aux catégories d'éligibles ou à la Représentation proportionnelle; le taux réduit de l'indemnité sénatoriale provoque, le rapport l'a déjà constaté, de vives récriminations.

Mais l'obligation de réunir la majorité des deux tiers dans chacune des deux assemblées, impose des concessions réciproques.

Ces considérations déterminent votre Commission à vous demander d'examiner dans leur ensemble les solutions proposées et de les adopter.

Les Rapporteurs,

A. MECHELYNCK.

PONCELET.

TROCLET.

Le Président,

É. BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 OCTOBER 1921.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET (1).

XLIX

Herziening van de artikelen 53, 55, 56, 56^{bis}, 56^{ter},
56^{quater} en 57 der Grondwet.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MECHelynck.

MIJNE HEEREN,

U werd opgedragen over het laatste gedeelte van de herziening der Grondwet, de inrichting van den Senaat, te beraadslagen.

Gij zult u herinneren, Mijne Heeren, dat de Senaat, sedert 1919, eene bijzon-

(1) *Gedrukte stukken van de Kamer* (zittingsjaar 1919-1920) :

Verklaringen van de Wetgevende Macht (*Staatsblad*, 23 October 1919, n^o 296) en
Na te komen regelen tot herziening, n^o 47^I.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n^o 287^{III}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 288^{IV}.

Verslag van den heer Carton de Wiart over artikel 48, n^o 289^V.

Verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 290^{VI}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 50, n^o 291^{VII}.

Verslag van den heer Neujean over artikel 51, n^o 292^{VIII}.

Verslag van de heeren Neujean, Poncelet en Troclet over artikel 52, n^o 293^{IX}.

Amendement op artikel 52, n^o 358^X.

Amendement op artikel 47, n^o 364^{XI}.

Aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 52, n^o 379^{XII}.

Aanvullend verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 380^{XIII}.

Eerste aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 427^{XIV}.

Tweede aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 433^{XV}.

(Zie vervolg der notas, bladzijde 2.)

dere Commissie heeft ingesteld, om de hervormingen te bestudeeren, welke hare inrichting zou moeten ondergaan. Van 17 Juni tot 26 November 1919, hield deze Commissie talrijke vergaderingen.

De Senatoriale Commissie voor de herziening der Grondwet heeft de zaak in

Gedrukte stukken van den Senaat : n^o 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200, 229 van het zittingsjaar 1919-1920.

Belgisch Staatsblad : 3 December 1920, bekrachtiging der artikelen 48, 50 en 52 (15 November 1920).

Belgisch Staatsblad : 10 Februari 1921, bekrachtiging van artikel 47 en van de desbetreffende overgangsbepaling (7 Februari 1921).

Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1920-1921) :

Verslag van den heer Masson over de artikelen 26, 27 lid 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57, n^o 94^{XXI}.

Amendementen op artikel 26, n^o 105^{XVII}.

Amendementen op artikel 53, n^o 135^{XVIII} en 149^{XIX}.

Overgangsbepaling gevoegd bij artikel 53, n^o 155^{XX}.

Verslag van den heer Masson over de overgangsbepaling bij artikel 53, n^o 160^{XXI}.

Verslag van den heer Max over artikel 108, lid 2, n^o 2^o, n^o 206^{XXII}.

Verslag van den heer Huysmans over het referendum (art. 26), n^o 207^{XXIII}.

Amendement van de Regering op artikel 108, lid 2, 2^o, n^o 242^{XXIV}.

Voorstel van den heer Troclet (Volksraadpleging), n^o 243^{XXV}.

Amendement van den heer Van Remoortel op het voorstel-Troclet (art. 26), n^o 245^{XXVI}.

Verslag van den heer Begerem over de Hoven van Beroep (art. 104), n^o 248^{XXVII}.

Verslag van den heer Mechelynck over het Verbrekingshof (art. 95, al. 1, n^o 254^{XXVIII}).

Verslag van den heer Masson over de na te komen regelen tot herziening (art. 131), n^o 255^{XXIX}.

Amendementen van de heeren Lemonnier en Troclet (referendum), n^o 259^{XXX}.

Verslag van den heer Helleputte over de burgerwacht (art. 122 en 123), n^o 281^{XXXI}.

Verslag van den heer Mechelynck over den Raad van State en het Hof voor geschillen van bestuur (art. 26, 105 en 106), n^o 288^{XXXII}.

Tekst van artikel 53 gewijzigd door den Senaat, n^o 290^{XXXIII}.

Tekst van artikel 55 gewijzigd door den Senaat, n^o 299^{XXXIV}.

Aanvullend verslag van den heer Huysmans op artikel 261, n^o 307^{XXXV}.

Voorstellen betreffende het referendum, n^o 315^{XXXVI}.

Tekst van artikel 26 door den Senaat overgemaakt, n^o 330^{XXXVII}.

Tekst van artikel 27 door den Senaat gewijzigd, n^o 331^{XXXVIII}.

Tekst van artikel 53 door den Senaat gewijzigd, n^o 332^{XXXIX}.

Verslag van den heer Masson over het statuut van den Senaat, n^o 476^{XL}.

Tekst van artikel 53 door den Senaat overgemaakt, n^o 566^{XLI}.

Tekst van de overgangsbepaling (art. 53) door den Senaat overgemaakt, n^o 568^{XLII}.

Tekst van artikel 55 door den Senaat gewijzigd, n^o 568^{XLIII}.

Tekst van artikel 56 door den Senaat gewijzigd, n^o 569^{XLIV}.

Tekst van artikel 56^{bis} door den Senaat overgemaakt, n^o 570^{XLV}.

Tekst van artikel 56^{ter} door den Senaat overgemaakt, n^o 571^{XLVI}.

Tekst van artikel 56^{quater} door den Senaat overgemaakt, n^o 572^{XLVII}.

Tekst van artikel 57 door den Senaat overgemaakt, n^o 573^{XLVIII}.

Gedrukte stukken van den Senaat : n^o 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107, 129, 131, 132, 134, 136, 206, 214, 215, 282 en 291 (zittingsjaar 1920-1921).

(2) Samenstelling van de Commissie, n^o 50^{II} van het zittingsjaar 1919-1920.

1920 opnieuw ter studie gelegd, doch zij heeft de uitslagen van hare behandelingen niet aan deze vergadering onderworpen.

Uwe Commissie der XXI had goed gevonden aan den Senaat het initiatief over te laten van beslissingen te nemen over hare inrichting. Toen zij vernam dat de Senaat zich voorgenomen had de stemming der Kamer af te wachten, duidde zij den heer Masson tot haar verslaggever aan en deze bracht, namens de Commissie, d. d. 2 Februari 1921, verslag uit over de artikelen 26, 27, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57 der Grondwet.

Op 2, 3 en 7 Maart 1921 hebt gij daarover beraadslaagd.

De Senaat heeft de artikelen onderzocht, welke de Kamer in verschillende vergaderingen van Mei en Juni had gestemd; hij wijzigde of hij verwierp de bepalingen betreffende de artikelen 26, 27, 53, 55, 56 en 57.

Op 15 Juli, bracht de heer Masson, namens de Commissie der XXI, een nieuw verslag uit, en gij hebt, op 19 en 20 Juli en op 5 Augustus, over de voorgedigde artikelen gestemd.

De Senatoriale Commissie der XXI legde over al deze bepalingen, op 30 September, haar verslag neer.

De Senaat beraadslaagde er over in zijne vergadering van gisteren; uwe Commissie der XXI dient, volgens uwe beslissing, reeds heden haar verslag in over de artikelen welke, na de stemming door den Senaat, aan een nieuwe behandeling der Kamer moeten onderworpen worden.

ART. 53.

Artikel 53 bepaalt de samenstelling van den Senaat. De nieuwe tekst behelst dien, welchen gij op 9 Maart hebt aangenomen, aangaande de rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen senatoren en aangaande de provinciale senatoren. De Senaat ziet alzoo af van het ouderdomsvereischte — 30 jaar — dat hij aan de kiezers had opgelegd.

Hij maakt eene derde categorie van senatoren, namelijk die welke rechtstreeks door den Senaat worden benoemd, — senatoren bij onderlinge aanvulling — welke gij in uwe voorgaande debatten had uitgeschakeld.

De verkiezing van de drie categorieën Senatoren geschiedt door de evenredige vertegenwoordiging, volgens een door de wet te bepalen stelsel.

Artikel 53 wordt aangevuld door eene overgangsbepaling. Deze verleent het stemrecht aan de vrouwen welke voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers tot de stemming worden toegelaten.

Reeds op 9 Maart werd de overgangsbepaling door de Kamer aangenomen en op 25 Mei door den Senaat. Uwe Commissie is van oordeel dat zij niet meer opnieuw ter stemming moet gelegd worden.

ART. 55.

Artikel 55 bepaalt den duur van het mandaat der Senatoren.

De huidige Grondwet stelt dezen duur vast op acht jaar.

De Kamer heeft dezen termijn tot op vier jaar verminderd, door hare stemmen van 10 Maart en van 10 Juli.

De Senaat die, op 2 Juni, den termijn van acht jaar had behouden, heeft nu ook den duur van vier jaar aangenomen.

ART. 56^{quater}.

De bepaling van artikel 56^{quater} machtigt den Koning om de Provinciale Raden te ontbinden ingeval de Senaat ontbonden wordt. Deze tekst werd, bij wijze van alineas 2 en 3 van artikel 53, goedgekeurd door den Senaat op 2 Juni en, door de Kamer, op 19 Juli.

De Senaat maakt daarvan een bijzonder artikel.

Hoewel dit eene wijziging is van louter vorm, vergt zij nochtans eene stemming van de Kamer over elk van beide artikelen 53 en 56^{quater}, zooals die, na de debaten van den Senaat, werden aangenomen.

ART. 56.

Artikel 56 bepaalt de vereischten tot verkiesbaarheid. In de vergadering van 10 Maart heeft de Kamer de vier volgende voorwaarden vastgesteld :

- 1^o Belg zijn door geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben ;
- 2^o Het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten ;
- 3^o Woonachtig zijn in België ;
- 4^o Ten minste veertig jaar oud zijn.

Andere vereischten die werden voorgesteld, waaronder namelijk de indeeling in reeksen van verkiesbaren, heeft de Kamer verworpen.

Om duidelijk te kennen te geven dat zij de vereischten tot verkiesbaarheid wil beperken tot deze opgesomd in artikel 96, heeft zij bij het artikel een slot-alinea gevoegd luidende : « Er kan geen ander vereischte tot verkiesbaarheid worden gesteld. »

Op 25 Mei, heeft de Senaat dit lid doen wegvallen, zonder echter andere voorwaarden te stellen.

In hare vergadering van 20 Juli, heeft de Kamer, daar er haar geen enkel nieuw voorstel betreffende de vereischten tot verkiesbaarheid werd onderworpen, den tekst, dien zij had aangenomen op 10 Maart, weer hersteld.

De Senaat laat de slotalinea wegvallen, maar hij voegt er een nieuw vereischte bij voor de Senatoren die door het Kiezerskorps te kiezen zijn : zij moeten behooren tot een der reeksen opgesomd in een nieuw artikel 56^{bis}.

ART. 56^{bis}.

De tekst van dit artikel bevat een-en-twintig categoriën ; eene slotbepaling zegt dat nieuwe categoriën van verkiesbaren mogen gevormd worden door eene wet die ten minste door de drie-vierde van de stemmen wordt goedgekeurd.

De categorieën van verkiesbaren door den Senaat vastgesteld, afgezien van het voorbehoud dat werd gemaakt over het beginsel zelf der categorieën, hebben aanleiding gegeven tot enkele opmerkingen bij het onderzoek in de Commissie.

Sommige leden hebben voorgesteld er namelijk bij te voegen de gewezen bestuurders van onderwijsinrichtingen die ten minste gedurende vijf jaar hun ambt uitoefenden; de burgemeesters en schepenen der kantonhoofdplaatsen; de gemeenteraadsleden van de steden met ten minste 10,000 inwoners, die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast; de koninklijke commissarissen van Oost-Afrika.

De Commissie wil u enkel deze nieuwe categorieën voor oogen leggen, zonder u eenige wijziging voor te stellen aan den tekst van den Senaat, die ten andere, dank zij zijne laatste alinea, zal kunnen aangevuld worden volgens dat de opgedane ondervinding het zal aanduiden.

Door eene overgangsbepaling wordt de termijn van vijf jaar voor de 14^e, 17^e, 18^e en 19^e categorieën, en die van drie jaar voor 16^e categorie tot op twee jaar verminderd. Deze overgangsbepaling moet gescheiden worden van artikel 56^{bis} en achteraan de andere overgangsbepalingen worden gebracht.

ART. 56 en 56^{bis}.

De Senaat heeft zich aangesloten bij het voorstel der Kamer om in artikel 56 de woorden « en senator te blijven » te laten wegvallen. Door deze weglating wordt overeenstemming gebracht tusschen den tekst van artikel 56 en dien van artikel 50 betreffende de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Evenals de Kamer, erkent daarenboven de Senaat, dat de vereischten van verkiesbaarheid moeten bestaan niet enkel op het oogenblik der geldigverklaring van de geloofsbrieven, maar ook tijdens gansch den duur van het mandaat.

ART. 56^{ter}.

Artikel 56^{ter} bepaalt, dat de provinciale Senatoren niet mogen deel uitmaken van de vergadering die hen kiest, noch daarvan deel uitgemaakt hebben gedurende het jaar der verkiezing of gedurende de twee vorige jaren.

Deze maatregel wordt reeds voorzien door artikel 56^{bis} der huidige Grondwet. Die maatregel, welke eene der alinea's van artikel 56^{bis} moest uitmaken, werd aangenomen door de Kamer den 10ⁿ Maart, en door den Senaat den 29ⁿ Mei.

Door zijne jongste stemmingen heeft de Senaat de bewoordingen van deze bepaling gewijzigd ten einde ze in overeenstemming te brengen met de voorgaande artikelen; hij heeft den tekst van het slot van het huidig artikel 56^{bis} der Grondwet overgenomen en er een artikel 56^{ter} van gemaakt.

De Regeering had het denkbeeld opgeworpen, aan den Senaat te verbieden, dat deze als gecoöpteerde senatoren kiezen zou personen die vroeger, onder een anderen titel, deel hebben uitgemaakt van deze vergadering.

De Commissie van den Senaat heeft zich bij dit voorstel niet aangesloten, en het werd dan ook noch door den Senaat noch door uwe Commissie overgenomen.

Art. 57.

Luidens artikel 57 der Grondwet. ontvangen de Senatoren noch jaarwedde noch vergoeding.

Het vraagstuk van de vergoeding voor de Senatoren werd herhaaldelijk behandeld in de Kamer der Volksvertegenwoordigers en in dezer Commissie tot grondwetsherziening; steeds hebben beide vergaderingen hunnen wil te kennen gegeven, dat eene betamelijke vergoeding aan de Senatoren zou worden verstrekt. Echter heeft de Kamer nooit eene stemming willen uitbrengen over de hoegrootheid dezer vergoeding, aldus aan den Senaat overlatend zelf het bedrag er van te bepalen.

Op 10 Maart heeft de Kamer het beginsel van de senatoriale vergoeding aangenomen met 110 stemmen tegen 34 en 2 onthoudingen.

Het nieuw artikel 57 verleende aan de senatoren vrij verkeer op de verkeerswegen door den Staat in bedrijf genomen of in concessie gegeven, alsmede recht op eene door de wet te bepalen vergoeding; tevens gaf het toelating om aan den Voorzitter van den Senaat eene jaarlijksche vergoeding te verleenen.

De Senaat verwierp deze oplossing en, op 25 Mei, behield hij den tegenwoordigen tekst van artikel 57 der Grondwet.

Tegenover deze beslissing heeft de Kamer, op 20 Juli, artikel 57 ingetrokken met 121 stemmen tegen 29 en 3 onthoudingen.

Tweemaal dus heeft de Kamer met een groote meerderheid de noodzakelijkheid erkend eene vergoeding te verleenen waarbij het voor alle Belgische burgers, zonder uitzondering, mogelijk wordt gemaakt in den Senaat te zetelen.

De Senaat heeft gisteren eene nieuwe bepaling aangenomen ter vervanging van het huidige artikel 57. Hij verleent het vrij verkeer binnen de termen voorzien door de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Het stelt bovendien het recht op eene vergoeding vast in den volgenden zin :

« De Senatoren genieten geene jaarwedde. Zij hebben echter recht op schadeloosstelling voor hunne onkosten; deze schadeloosstelling bedraagt vier duizend frank per jaar. »

De Senaat heeft dus het beginsel der schadeloosstelling aangenomen dat door de Kamer tweemaal was goedgekeurd.

Maar een groot getal Kamerleden zijn van oordeel dat de som van 4,000 frank volstrekt ontoereikend is. Zij hadden ze hooger gewild.

Tegenover de dwingende noodzakelijkheid de herziening te eindigen vóór de aanstaande verkiezingen, vraagt de Commissie tot herziening der Grondwet aan de Kamer akte te nemen van bovenstaande beschouwingen, en het voorgestelde minimum van 4.000 frank aan te nemen, evenals de geheelen tekst van artikel 57 zooals die door den Senaat werd goedgekeurd.

Art. 54 en 59.

Artikel 54 waarbij het getal senatoren, rechtstreeks door het kiezerskorps gekozen, wordt vastgesteld, en artikel 59 dat alle vergaderingen van den Senaat

buiten den zittijd van de Kamer verbiedt, zijn in de verklaring tot herziening begrepen. Geen enkel voorstel werd daaromtrent ingediend noch in de Kamer noch in den Senaat.

Art. 26 en 27.

Twee grondwetsbepalingen betreffende de inrichting van den Senaat kwamen nog in behandeling.

Op 2 Juni werd door den Senaat bij artikel 26 eene bepaling gevoegd tot regeling van de geschillen die tusschen de twee vergaderingen mochten oprijzen. De Kamer nam die bepaling niet aan.

In haar laatste verslag verklaart de Commissie van den Senaat dat zij oordeelt niet te moeten aandringen op deze druk besproken hervorming « die zou leiden tot erge technische moeilijkheden ».

Het huidige artikel 27, betreffende het recht van voordracht van de drie takken der wetgevende macht, beperkt het recht van voordracht van den Senaat; iedere wet betreffende de ontvangsten en uitgaven van den Staat en betreffende het legercontingent moet eerst door de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden aangenomen.

Ter vergadering van 16 Maart heeft de Kamer de beperking van alinea 2 der wetten betreffende 's Rijks begrootingen en het contingent nog ingekrompen.

De Senaat heeft geheel de alinea laten wegvallen; den 19^{en} Juli heeft de Kamer zich met deze weglating akkoord verklaard, zoodat alle beperking van het recht van voordracht van den Senaat verdwijnt.

Naar luid van de artikelen welke wij daareven hebben uiteengezet, verschillen de twee vergaderingen in drie hoofdzakelijke punten :

a) De herkomst : de Senaat zal bestaan uit 93 leden door hetzelfde kiezerskorps gekozen als de Kamer; daarenboven uit 40 leden door de provinciale raden gekozen en uit 20 leden door de eerste twee categorieën van Senatoren gekozen ;

b) De vereischten tot verkiesbaarheid : de Senatoren moeten 40 jaar oud zijn ; zij die gekozen worden door het kiezerskorps, moeten daarenboven tot bepaalde categorieën van verkiesbaren behooren.

c) Ten slotte het bedrag der vergoeding.

De bepalingen betreffende den Senaat zijn in 't algemeen die waarop de Eerste Minister in uwe vergadering van 5 Augustus heeft gewezen. De onderscheidene groepen der Kamer hebben toen het verlangen uitgedrukt zich, uit minnelijke schikking, daarbij aan te sluiten ten einde de herziening, waarmede het Parlement zich sedert schier twee jaren onledig houdt, tot een goed einde te leiden.

Ieder van ons verkiest bij het eene of het andere punt eene andere oplossing dan deze die werd voorgesteld ; dezen betreuren de verkiezing in twee trappen, de instelling der provinciale senatoren of deze der gecoopteerde senatoren ; anderen hadden gehoopt dat een hooger leeftijds dan 21 jaar van de kiezers zou worden vereischt ; anderen nog zijn gekant tegen de reeksen van verkiesbaren of

tegen de evenredige vertegenwoordiging; en het lager cijfer der Senaatsvergoeding werd hevig bekampt, zooals wij aantoonen in ons verslag.

De noodzakelijkheid de twee derde der stemmen te moeten halen in elke der beide vergaderingen, dwingt ons echter tot wederzijdse toegevingen.

Deze beschouwingen hebben uwe Commissie er toe bewogen u te vragen de voorgestelde oplossingen in hun samenhang te willen onderzoeken en ze daarna goed te keuren.

De Verslaggevers,

A. MECHELYNCK.

PONCELET.

TROCLET.

De Voorzitter,

E. BRUNET